

Amnesty dénonce les menaces et restrictions envers les journalistes burundais

Amnesty International, 10/06/2015 Burundi. La répression exercée sur les médias s'intensifie après la tentative de coup d'État. Les menaces qui se sont intensifiées à l'encontre des journalistes et des autres professionnels des médias au cours de la dernière semaine sont des signes inquiétants montrant que le journalisme au Burundi est devenu une activité de plus en plus dangereuse depuis la tentative de coup d'État du mois dernier, a déclaré Amnesty International mercredi 10 juin.

La liberté de la presse et la couverture médiatique sont essentielles pour fournir des informations exactes, au vu de l'impasse électorale déclenchée par la marche du président Pierre Nkurunziza visant à briser un troisième mandat. Des craintes grandissantes de nouveau conflit aux répercussions régionales. «L'intimidation est réelle et a provoqué un climat de peur chez les journalistes. Si la police tire sur des manifestants pacifiques, les journalistes doivent pouvoir en faire état. Si des citoyens burundais fuient le pays, les journalistes doivent être libres d'en faire état également, a déclaré Sarah Jackson, directrice adjointe du programme Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique et région des Grands Lacs d'Amnesty International. «Les Burundais ont le droit d'être informés des activités du gouvernement, y compris le processus électoral actuellement dans l'impasse et des efforts de médiation visant à éviter un nouveau conflit dans la région.»

Les récentes menaces et restrictions Le 6 juin, David Thomson, journaliste pour Radio France Internationale (RFI), a reçu des appels téléphoniques menaçants et un SMS de la part de hauts responsables burundais. Ces communications évoquaient le meurtre de Jean Habiye, autre journaliste de RFI, par un policier en Côte d'Ivoire en 2003. La veille, des photojournalistes qui couvraient une manifestation ont indiqué à Amnesty International que des policiers les avaient informés qu'ils seraient occupés comme s'ils avaient participé à la tentative de coup d'État. Le 4 juin, les autorités burundaises ont retiré son accréditation au journaliste de France 24 Thomas Brouck, en lui reprochant de ne pas avoir couvert le processus électoral comme le prévoyait sa lettre d'accréditation. Un représentant de l'État lui a également dit que sa présence au Burundi incitait les gens à manifester. Des journalistes et des blogueurs burundais ont en outre été menacés par la police, les services de renseignement et les Imbonerakure, branche jeunesse du parti au pouvoir, le Conseil National pour la Défense de la Démocratie - Forces pour la Défense de la Démocratie (CNDD-FDD). «Ces attaques inquiétantes visant la presse ont entraîné l'intolérance des autorités burundaises à l'égard de la liberté d'expression et de la liberté de la presse et du droit à l'information. Le gouvernement doit montrer qu'il respecte ces droits humains en permettant aux journalistes locaux et étrangers de travailler librement et en sécurité, a déclaré Sarah Jackson. «Si le fait pas, il bafoue les normes internationales et régionales relatives à la liberté d'expression, ainsi que celles inscrites dans la Constitution du Burundi.»

Destruction de médias burundais Les médias internationaux sont le dernier moyen pour la population du Burundi d'accéder à des informations indépendantes sur les événements dans le pays, depuis que cinq stations de radio privées ont été partiellement ou complètement détruites pendant les troubles qui ont eu lieu à Bujumbura les 13 et 14 mai 2015 à la suite de la tentative de coup d'État. Le 14 mai, les stations Radio Bonesha, Radio Isanganiro, Radio Publique Africaine (RPA), Rema FM et Radio-Télévision Renaissance ont été détruites en grande partie lors d'attaques menées par des personnes non identifiées. Elles n'ont pas pu être réparées depuis lors. Le 26 mai, les autorités burundaises avaient interdit aux radios privées indépendantes RPA, Bonesha FM et Radio Isanganiro d'être en dehors de Bujumbura. Amnesty International a dénoncé à plusieurs reprises les arrestations et détentions arbitraires de journalistes et les attaques visant des stations de radio locales indépendantes. L'organisation demande aux autorités burundaises d'accueillir les enquêtes sur la destruction de médias et de traduire en justice toute personne soupçonnée d'en être responsable. «Nous appelons les pays de la région et le reste de la communauté internationale à surveiller attentivement la détérioration de la situation des droits humains au Burundi, et notamment la limitation du droit de rechercher, de recevoir et de communiquer des informations», a déclaré Sarah Jackson.